



IRDA PARIS

Institut de recherche
en droit des affaires
de Paris

Revue des sommaires

Jeudi 26 septembre 2024

[Liste des revues et disponibilité à la salle de droit commercial](#)

Recueil Dalloz

> hebdomadaire
200^e année
26 septembre 2024
n° 33 / 8054^e
pages 1617 à 1664



CHRONIQUE / Société

Faut-il consacrer la loi de la minorité ?

> *Dorothée Gallois-Cochet et Guillaume Grundeler*

1629

ÉDITORIAL

1617 *Le Fil*: heureusement, il y a les avocats, *Thibaut de Ravel d'Esclapon*

ACTUALITÉS

- 1620 Société civile (usufruit): distribution des actifs immobiliers en dividendes
- 1621 Cession d'actions (formalisme): inscription au registre des mouvements
- 1622 Responsabilité délictuelle (force majeure): accident de ski
- 1624 Instruction (mise en examen): délai pour agir en nullité
- 1625 Tierce opposition (recevabilité): associé d'une société civile

POINTS DE VUE

- 1626 L'enseignement du contrôle de proportionnalité, *Alexandre Victoroff*
- 1628 Sauvons l'AES, *Didier Guével*

ÉTUDES ET COMMENTAIRES

- 1633 **Chronique**: Le contentieux systémique, *Marie-Anne Frison-Roche*
- 1636 **Panorama**: Droit du travail, *Stéphane Vernac et Ylias Ferkane*
- 1646 **Notes**: Une confirmation des décisions collectives (trop) facilitée?, *note sous Civ. 3^e, 11 juill. 2024, Jean-Baptiste Barbiéri*
- 1652 Apologie du terrorisme: résoudre la complexité du monde à coup de bâton de justice, *note sous TJ Lille, 18 avr. 2024, Olivier Cahn*
- 1659 Procédures collectives et privilège de juridiction: la Cour de cassation sonne le glas du privilège de nationalité, *note sous Com. 12 juin 2024, Jean-Luc Vallens*

ENTRETIEN

- 1664 Laurent Saenko – La loi du 24 juin 2024 améliorant l'efficacité des dispositifs de saisie et de confiscation des avoirs criminels: *Citius, Altius, Fortius!*

Lefebvre Dalloz

DALLOZ



Version numérique incluse*



322433



9 782993 224335

Recueil Dalloz

Tour Lefebvre Dalloz
10 place des Vosges - CS 90358
92072 Paris La défense Cedex
Tél. (Rédaction) 07 86 62 03 57
www.dalloz.fr - recueil@dalloz.fr

PRÉSIDENTE, DIRECTRICE DE LA PUBLICATION,
Ketty DE FALCO
DIRECTRICE GÉNÉRALE, DIRECTRICE DES ÉDITIONS,
CAROLINE SORDET
DIRECTRICE « CIVIL - PÉNAL & OUVRAGES »,
HELENE HOCH

CONSEIL SCIENTIFIQUE
ALAIN BÉNARDY, NICOLAS DUBAUX,
BÉNÉDICTE FAUVARQUE-COSSON et PHILIPPE MERLE

DIRECTRICE SCIENTIFIQUE
PASCALE DEUMIER

RÉDACTION

- DIRECTION
Rédacteur en chef : Alain LIENHARD (01 40 64 54 03)
- RÉDACTION
Maëlle HARSOUËT DE KERAVEL (01 40 64 53 79)
- CHEFS DE RUBRIQUES
Banque-Crédit-Garantie : Valérie AVENA-ROBARDET
Concurrence-Distribution : Éric CHEVRIER
Contrat d'affaires : Xavier DELPECH
Contrat-Responsabilité-Assurance : Xavier DELPECH
Entreprise en difficulté : Alain LIENHARD
Fonds de commerce et commerçants : Yves ROUQUET
Société et marché financier : Alain LIENHARD
- ÉDITION-RÉALISATION
Secrétaires de rédaction :
Patricia ANDRY (01 40 64 52 84)
Laurence BREUZE-DINNAT (01 40 64 54 81)
Première secrétaire de rédaction :
Katy PERCHEREAU (07 86 62 03 57)
Directeur artistique : Patrick VERDON
Rédacteur en chef technique : Raphaël HENRIQUES
Illustration couverture : Fanny BLEY-GUIBAL

ABONNEMENTS-RELATIONS CLIENTS

Abonnements : Alexandra DORAY, *Directrice*
ventes@dalloz.fr
Responsable relations clients : Corinne ROUTHIER
src@lefebvre-dalloz.fr - Tél. : 01 83 10 10 10
Directrice de clientèle Publicité : Carole MESSALATI
Tél. : 01 40 92 20 24 - publicite@lefebvre-samut.eu
Revue hebdomadaire (44 numéros par an)
Prix de l'abonnement : France : 1064,90 € TTC
Étranger : 1109 € HT
Prix au numéro : 46 € HT
ISSN 0034-1835 - N° CPPAP 1027 T 82206
DUPLI-PRINT Mayenne
733 rue St Léonard, 53100 Mayenne
Dépôt légal - Septembre 2024

Éditions Dalloz

Société par actions simplifiée au capital de 3 956 040 €
Siège social : Tour Lefebvre Dalloz
10 place des Vosges - CS 90358
92072 Paris La défense Cedex
RCS Paris 572 195 550 / Siret 572 195 550 00098
Code APE 5811Z / TVA FR 69 572 195 550
Filiale du groupe Lefebvre-Samut

La reproduction, même partielle, de tout élément publié
dans la revue est interdite



Origine du papier : Portugal
Taux de fibres recyclées : 0 %
Prot : 0,08 kg/t

SOMMAIRE

ÉDITORIAL

Thibaut de Ravel d'Esclapon

1617

Le Fil:
heureusement, il y a les avocats

ACTUALITÉS

1620

DROIT DES AFFAIRES

Consommation
Contrat hors établissement (mention):
recours au médiateur, *Cv. 1^{re}*, 18 sept. 2024
Entreprise en difficulté
Procédure d'insolvabilité (actifs d'indépendant):
centre des intérêts principaux,
CJUE 19 sept. 2024
Société et marché financier
Société civile (usufruit): distribution des actifs
immobiliers en dividendes, *Cv. 3^e*, 19 sept. 2024
Société civile (associé): convocation du curateur
à l'assemblée générale, *Com. 18 sept. 2024*
Cession d'actions (formalisme): date
du transfert de propriété, *Com. 18 sept. 2024*
Cession d'actions (formalisme): inscription au
registre des mouvements, *Com. 18 sept. 2024*
Fusion-absorption (en cours d'instance):
intervention de la société absorbante,
Com. 18 sept. 2024

1622

DROIT CIVIL

Bien-Propriété
Servitude légale (passage): pluralité de fonds
enclavés, *Cv. 3^e*, 12 sept. 2024
Servitude conventionnelle (passage): division
de l'héritage, *Cv. 3^e*, 12 sept. 2024
Contrat-Responsabilité-Assurance
Responsabilité délictuelle (force majeure):
accident de ski, *Cv. 2^e*, 19 sept. 2024
Assurance (globalisation des sinistres):
responsabilité d'un professionnel,
Cv. 2^e, 19 sept. 2024
Accident de la circulation (indemnisation):
recours subrogatoire du tiers payeur,
Cv. 2^e, 19 sept. 2024

1623

DROIT IMMOBILIER

Bail
Bail rural (contrat): baux successifs consentis
à des preneurs différents, *Cv. 3^e*, 12 sept. 2024
Expropriation
Droit de rétrocession (action judiciaire): dualité
de délais à respecter, *Cv. 3^e*, 19 sept. 2024

1624

DROIT PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE

Procédure pénale
Instruction (mise en examen): délai pour agir
en nullité, *Crim. 17 sept. 2024*

1624

PROCÉDURE CIVILE ET VOIE D'EXÉCUTION

Procédure civile
Fin de non-recevoir: procédure de conciliation
préalable obligatoire, *Cv. 2^e*, 12 sept. 2024
Mesure d'instruction (*in futurum*): informations
sur des opérations de gestion,
Com. 11 sept. 2024
Appel civil (effet dévolutif): nullité du jugement,
Cv. 2^e, 12 sept. 2024
Tierce opposition (recevabilité):
associé d'une société civile,
Cv. 2^e, 12 sept. 2024
Profession juridique et judiciaire
Avocat (contestation d'honoraires): pouvoirs
du premier président, *Cv. 2^e*, 19 sept. 2024
Avocat (contestation d'honoraires):
compétence du juge français,
Cv. 2^e, 19 sept. 2024



POINTS DE VUE

1626 L'enseignement du contrôle de proportionnalité
par Alexandre Victoroff

1628 Sauvons l'AES
par Didier Guével



ÉTUDES ET COMMENTAIRES

CHRONIQUES

1629 Faut-il consacrer la loi de la minorité ?
par Dorothée Gallois-Cochet
et Guillaume Grundeler

1633 Le contentieux systémique
par Marie-Anne Frison-Roche

PANORAMA

1636 Droit du travail
décembre 2023 – juillet 2024
par Stéphane Vemac et Ylias Ferkane

NOTES

1646 Une confirmation des décisions collectives (trop) facilitée ?
note sous *Cv. 3*, 11 juill. 2024
par Jean-Baptiste Barbière

1652 Apologie du terrorisme : résoudre la complexité du monde
à coup de bâton de justice, note sous *TJ Lille*, 18 avr. 2024
par Olivier Cahn

1659 Procédures collectives et privilège de juridiction : la Cour
de cassation sonne le glas du privilège de nationalité,
note sous *Com. 12 juin 2024*
par Jean-Luc Vallens



ENTRETIEN

1664 Laurent Saenko – La loi du 24 juin 2024 améliorant
l'efficacité des dispositifs de saisie et de confiscation
des avoirs criminels: *Critus, Altus, Fortius!*

À L'ATTENTION DES AUTEURS

Les manuscrits envoyés pour publication au *Recueil Dalloz* donnent lieu à lecture et expertise systématiques soit par la rédaction de la revue, soit par des personnes qualifiées au choix de la rédaction. Les manuscrits doivent être expédiés par mail en fichier attaché (au format word) à Alain Lienhard (a.lienhard@tefebvre-dalloz.fr), afin de pouvoir être rapidement transmis pour lecture et expertise.

Les auteurs sont priés d'indiquer clairement leurs nom et adresse personnelle, ainsi que leurs titres ou fonctions professionnels, universitaires ou non.

Les manuscrits acceptés pour publication le sont, conformément au contrat d'édition qui sera signé par l'auteur avant publication, à titre exclusif.

L'auteur s'engage donc, en envoyant son manuscrit à la rédaction du *Recueil Dalloz*, à ne pas le soumettre à un autre périodique le temps de son expertise.

Les contraintes éditoriales (maxima) sont les suivantes :

- pour une chronique, 40 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un « Point de vue » ou un « Point sur... », 9 500 signes (espaces comprises, sans notes de bas de page) ;
- pour une note de jurisprudence, 20 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un commentaire d'actualité (publication immédiate), 5 500 signes (références entre parenthèses).



*Téléchargez sur votre smartphone et tablette, l'application gratuite Dalloz sous Android et iOS et connectez-vous à l'aide de vos identifiants personnels ou des identifiants qui vous ont été communiqués lors de votre abonnement ou de votre réabonnement.

Retrouvez également
votre revue numérique
sur Dalloz-Revues.fr

Revue Lamy de la concurrence

Le secret professionnel de l'avocat et l'intimité de la vie privée des salariés à l'épreuve des visites et saisies en droit de la concurrence

Laurent SAENKO

– Réparation des préjudices concurrentiels : qui paie en cas de restructuration ?

Linda ARCELIN

– Développement durable : comment obtenir des orientations informelles de l'Autorité de la concurrence sur la conformité d'un projet aux règles de concurrence ?

Anthony GIOE DE STEFANO

– La dérogation à l'effet suspensif du contrôle des concentrations : entre limpidité et ambiguïté

Cheik GALOKHO

– Avantages négociés, « triple net » et « habillage »

Jean-Michel VERTUT

141 | MENSUEL
SEPTEMBRE 2024

Conseil scientifique

Frédéric de BURE :

Avocat, Cleary Gottlieb Steen
& Hamilton LLP

Sébastien BRAMERET :

Maître de conférences à l'Université Grenoble
Alpes, Membre du GRDPE

Benjamin CHEYNEL :

Référéndaire à la Cour de justice
de l'Union européenne

Lorraine DONNEDIEU de VABRES-TRANIÉ :

Avocat, Jeantet Associés

Jean-Christophe GRALL :

Avocat, Grall & Associés

Pascal IDOUX :

Professeur de droit public à l'Université
de Montpellier I, CREAM/IUF

Bruno LASSERRE :

Ancien Président de l'Autorité de la concurrence

Gildas de MUIZON :

Deloitte Economic Consulting

Gwenaél MUGUET-POULLENNEC :

Référéndaire au Tribunal de l'Union européenne

Cyril NOURISSAT :

Professeur agrégé des Facultés de Droit

Éric PAROCHE :

Avocat, Hogan Lovells

Alexandre RIÉRA :

Maître de conférences en droit privé à l'Université
de Perpignan Via Domitia, Avocat, AARPI RGR
Avocats

Jacqueline RIFFAULT-SILK :

Conseiller à la Cour de cassation

Éditeur : Lamy Liaisons, SAS ayant son siège social
7, rue Emmy Noether - 93400 Saint-Ouen

Représentant légal : Guillaume Deroubaix

Associé unique : Karnov HoldCo France

Directeur de la publication : Guillaume Deroubaix

Directrice des rédactions : Sylvie Duras

Rédacteur en chef : Jérémy Berlemont

Ont participé à ce numéro : Mariam El Bardan,
Céline Garnier

Dépôt légal : à parution

Prix au numéro : 91,61 € TTC

N°ISSN (version en ligne) : 2115-8894

N°ISSN (version imprimée) : 1770-9377

Périodicité : mensuel

N°CPPAP : 1226 T 85786

Crédit photos : Getty Images

Imprimeur : Duplirprint, 2 rue Descartes,
95330 Domont

Origine du papier : Portugal

Taux de fibres recyclées : 0%

Certification : imprimé sur papier FSC

Eutrophisation : Ptot 0.08 kg/tonne

Pour contacter le service client :

N°Cristal 09 69 39 58 58

APPEL NON SURTAXE

courriel : contact@lamyliaisons.fr

Internet : www.liaisons-sociales.fr

www.lamyline.fr - www.lamy-liaisons.fr



Toute reproduction ou représentation intégrale
ou partielle par quelque procédé que ce soit, du
contenu issu de la présente publication, effectuée
sans autorisation de l'éditeur, est illicite et
constitue une contrefaçon.

Cette revue peut être référencée de la manière
suivante : RLC 2024/141, n° 4722 (année/n° de la
revue, n° du commentaire)

Sommaire

FOCUS P. 4

- **Affaire *Grail/Illumina* :** la Cour de justice de l'Union européenne annule l'arrêt du Tribunal de l'Union et les décisions de la Commission européenne concernant la demande de renvoi
Jérémy BERLEMONT

LES ESSENTIELS DU MOIS P. 7

- Pratiques anticoncurrentielles P. 7
- Transparence et pratiques commerciales déloyales P. 11
- Régulation P. 13
- Commande publique P. 20

ÉTUDES P. 23

- **Le secret professionnel de l'avocat et l'intimité de la vie privée des salariés à l'épreuve des visites et saisies en droit de la concurrence P. 23**
Laurent SAENKO
- **Réparation des préjudices concurrentiels : qui paie en cas de restructuration ? P. 29**
Linda ARCELIN

ÉCLAIRAGE P. 34

- **Développement durable : comment obtenir des orientations informelles de l'Autorité de la concurrence sur la conformité d'un projet aux règles de concurrence ?**
Anthony GIOE DE STEFANO

ANALYSE P. 40

- **La dérogation à l'effet suspensif du contrôle des concentrations : entre limpidité et ambiguïté**
Cheik GALOKHO

JURISPRUDENCE COMMENTÉE P. 47

- **Avantages négociés, « triple net » et « habillage »**
Jean-Michel VERTUT

DROIT & PATRIMOINE

LE MENSUEL
DE TOUS
LES PRATICIENS
DU DROIT

N°349 • Septembre 2024

Prix au n° : 43,58 € HT – 44,50 € TTC. Abonnement annuel : 475,02 € HT – 485 € TTC.

DOSSIER

L'EXERCICE EN SOCIÉTÉ DES PROFESSIONS JUDICIAIRES OU JURIDIQUES

après l'ordonnance du 8 février 2023



ÉCLAIRAGE

Faut-il sauver les
petites copropriétés ?

CHRONIQUE

Diversité des sources
du droit international
privé

DROIT & PATRIMOINE

SEPTEMBRE 2024 • N° 349

ACTUALITÉ

ÉCLAIRAGE

Faut-il sauver les petites copropriétés ? 6

C'est le 18 juillet dernier, au cœur de l'été, entre le dénouement de la crise politique et l'ouverture des Jeux Olympiques, que le Sénat a rendu publiques les intéressantes conclusions de la commission d'enquête constituée en février dernier. Après des mois d'enquête et une consultation publique à laquelle ont répondu 980 personnes, les rapporteurs formulent 25 recommandations pour endiguer le phénomène préoccupant de la dégradation des copropriétés immobilières qui touche plus particulièrement les petites copropriétés.

ENTRETIEN

Réversibilité des bâtiments : état des lieux 8

David Guillot, associé du cabinet DS Avocats, pointe les difficultés liées aux opérations de construction des bâtiments dits « réversibles » et fait le point sur les outils juridiques qui peuvent être employés pour ces opérations, notamment à la sortie des Jeux Olympiques..

PROFESSIONS

Favoriser la territorialisation des incitations fiscales au logement 10

Le Cour des comptes a publié, le 5 septembre, un rapport sur l'aide fiscale à l'investissement locatif qui dresse le bilan du dispositif Pinel et préconise des pistes de réflexion pour un éventuel futur dispositif d'incitation fiscale.

DOSSIER

L'EXERCICE EN SOCIÉTÉ DES PROFESSIONS JUDICIAIRES OU JURIDIQUES après l'ordonnance du 8 février 2023

• Ordonnance relative à l'exercice en société des professions libérales réglementées 22

Par Gilles Pillet, professeur associé à ESCP Business School, docteur en droit (HDR) de l'université Paris 1 Panthéon Sorbonne, membre de l'Institut de Recherche Juridique de la Sorbonne, directeur académique du MSC Droit et Management International à ESCP BS

• L'ordonnance du 8 février 2023 réformant les sociétés civiles des professions du droit 27

Par Bastien Brignon, maître de conférences HDR à l'Université d'Aix-Marseille, membre du Centre de droit économique (UR 4224) et de l'Institut de droit des affaires (IDA), directeur du master professionnel Ingénierie des sociétés, avocat au barreau d'Aix-en-Provence



SOMMAIRE

ACTUALITÉ • PRATIQUE • ANALYSE • DOSSIER • JURISPRUDENCE



© BIZVECTORI

ANALYSE

**Actualité jurisprudentielle :
les sociétés et autres groupements** 12

CHRONIQUE

**Diversité des sources du droit
international privé** 53

Hélène Péroz, professeure en droit privé

Éric Fongaro, professeur de droit privé

Alexandre Auriol-Ballarotta, docteur en droit privé

• **Les sociétés d'exercice libéral et les sociétés
pluriprofessionnelles d'exercice après l'ordonnance
du 8 février 2023** 32

Philippe Touzet, avocat à la cour d'appel de Paris, ancien
membre du Conseil de l'Ordre, ancien membre du Conseil
national des barreaux

• **Les SPFPL après l'ordonnance du 8 février 2023** 45

Par Jean-Pierre Bertrel, professeur émérite de droit des affaires
à ESCP Business School, conseiller de la rédaction de *Droit &
Patrimoine*, fondateur de la *Revue de droit bancaire et financier*,
et Hugo Bertrel, M2 gestion de patrimoine de l'Université
Paris-Dauphine, École nationale d'assurances, président de
Bertrel & Associés

Actualité des procédures collectives, n° 15 du 20 septembre 2024

Sommaire du numéro

Repère

CONCILIATION

Conciliation et règles prudentielles : confrontation entre impératif de discrétion et signalement obligatoire

N° 169 - Par David LEMBERG-GUEZ

[Consulter le PDF](#)

Alertes

PRÉVENTION ET TRAITEMENT AMIABLE DES DIFFICULTÉS DES ENTREPRISES | CONCILIATION

Quand la confidentialité se heurte aux règles prudentielles

N° 170

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | INSTANCE EN COURS

Extension de la notion d'instance en cours à une demande reconventionnelle en paiement

N° 171 - Par Laurence FIN-LANGER

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | SALARIÉS

Comment calculer des indemnités de rupture en cas de mi-temps thérapeutique ?

N° 172

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | SALARIÉS

Appréciation du motif économique du licenciement dans un groupe de sociétés

N° 173

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | SALARIÉS

Un salarié ayant moins d'un an d'ancienneté a droit à une indemnité pour défaut de cause réelle et sérieuse

N° 174

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | SALARIÉS

Incompétence du juge judiciaire pour trancher l'illégalité, au regard des catégories professionnelles, d'un accord de PSE validé

N° 175

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | SALARIÉS

Enfin des relations apaisées entre l'AGS et le CNAJMJ !

N° 176

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | SALARIÉS

Date d'effet de la résiliation judiciaire du contrat de travail en cas d'ordonnance de référé ordonnant la réintégration du salarié

N° 177

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | SALARIÉS

Petit rappel du sort d'une instance prud'homale en cours et de l'arrêt du cours des intérêts

N° 178

[Consulter le PDF](#)

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | LIQUIDATION JUDICIAIRE

Périmètre du dessaisissement du débiteur en liquidation judiciaire

N° 179 - Par Maxime DIESBECQ

[Consulter le PDF](#)

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | RESPONSABILITÉ POUR INSUFFISANCE D'ACTIF

Le grief de défaut de coopération avec les organes de la procédure est nécessairement postérieur à l'ouverture de la procédure : exit la responsabilité pour insuffisance d'actif !

N° 180

[Consulter le PDF](#)

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | FAILLITE PERSONNELLE

Sanction du gérant démissionnaire : retour sur la portée de la démission et le prononcé de la faillite personnelle

N° 181

[Consulter le PDF](#)

COMPÉTENCE, PROCÉDURE ET VOIES DE RECOURS | VOIES DE RECOURS

L'appel, une voie de recours à nouveau fermée à l'encontre de l'ordonnance du juge-commissaire désignant un technicien

N° 182 - Par Laurence FIN-LANGER

[Consulter le PDF](#)

La Semaine Juridique - édition Générale (JCP G), n° 38 du 23 septembre 2024

Sommaire du numéro

La Semaine du droit

ÉDITO

Intelligence artificielle : (ré)concilier innovation et protection

N° 1082 - Par Alexandra BENSAMOUN

[Consulter le PDF](#)

LES ACTEURS | AVOCATS

Gaël Rivière, l'avocat médaillé d'or

N° 1083 - Par Florence CREUX-THOMAS

[Consulter le PDF](#)

LIBRES PROPOS | MAGISTRATS

Rénovation des voies d'accès à la magistrature : place à la réelle méritocratie !

N° 1084 - Par Antoine BRÛLÉ

[Consulter le PDF](#)

L'APERÇU RAPIDE | INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

« IA ACT » : une définition des systèmes d'IA et une régulation entre protection et soutien à l'innovation

N° 1085 - Par Luc GRYNBAUM

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | NOTAIRES

Le respect du principe de la contradiction, garantie du secret professionnel du notaire

N° 1086

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 2 au 8 septembre 2024

N° 1087

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | JUGEMENTS ET ARRÊTS (EN MATIÈRE CIVILE)

Effet procédural de l'absence des parties devant le juge de l'honoraire

N° 1088 - Par Yves STRICKLER

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | BAUX RURAUX

Nature et régime de l'association au bail rural en qualité de copreneur

N° 1089 - Par Franck ROUSSEL

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | LIQUIDATION JUDICIAIRE

Reviement de jurisprudence : la liquidation judiciaire n'entraîne plus la clôture automatique du compte courant

N° 1090

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉS

Ne pas confondre expertise in futurum et expertise de gestion

N° 1091

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ

Substance de la protection de la résidence principale pour l'artisan radié du registre des métiers

N° 1092

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ

Maintien des obligations antérieures du débiteur et distinction entre obligations de faire et de payer

N° 1093

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 12 au 18 septembre 2024

N° 1094

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 2 au 8 septembre 2024

N° 1095

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ CIVILE IMMOBILIÈRE

Contestation par l'usufruitier d'une délibération susceptible d'avoir une incidence directe sur son droit de jouissance : retour à l'ordre public des biens

N° 1096 - Par Nicolas KILGUS

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 2 au 8 septembre 2024

N° 1097

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | FISCAL

Reconnaissance de la spécificité des avocats dans la lutte contre la planification fiscale agressive

N° 1098 - Par Dominique BERLIN

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | CONCURRENCE

Échange d'informations et restriction de la concurrence par objet

N° 1099 - Par Dominique BERLIN

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | DROIT AU RESPECT DE LA VIE PRIVÉE

Prostitution : la Cour EDH avalise la loi qui pénalise les clients

N° 1100 - Par Romane PONCET

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | JURISPRUDENCE EUROPÉENNE

Ce que rendre compte de la jurisprudence européenne apporte : un bref aperçu

N° 1101 - Par Blandine DE CLAVIÈRE

[Consulter le PDF](#)

La Semaine de la doctrine

LA VIE DES IDÉES | OUVRAGE

Les femmes et le droit - les discriminations invisibles

N° 1102

[Consulter le PDF](#)

LA VIE DES IDÉES | OUVRAGE

Traité sur l'Union européenne 2024-2025

N° 1103

[Consulter le PDF](#)

La Semaine du praticien

ÉTUDE | PRATIQUES DÉLOYALES

Les incohérences de l'évaluation du préjudice en cas de rupture brutale d'une relation établie

N° 1104 - Par Mario CELAYA et Cyril GRIMALDI

[Consulter le PDF](#)

EN QUESTIONS | INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Intelligence artificielle : adoption d'une convention-cadre par le Conseil de l'Europe

N° 1105 - Par Clémentine POUZET et Antoine PETEL

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AVOCATS

Quand le mensonge d'un avocat devient diffamatoire

N° 1106

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | APPEL

Prévenu non assisté d'un avocat : droit de demander le renvoi devant la formation collégiale

N° 1107

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | JUSTICE

Lancement d'une enquête nationale sur la justice

N° 1108

[Consulter le PDF](#)

La Semaine Juridique - Entreprise et affaires (JCP E), n° 39 du 26 septembre 2024

Sommaire du numéro

Échos de la pratique

SOCIÉTÉ

3 QUESTIONS - Vers une complexification des procédures de liquidation amiable anticipée et de transmission universelle de patrimoine ?

N° 711 - Par Luc ATHLAN

[Consulter le PDF](#)

ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

Partenariat entre l'Urssaf et Second Souffle visant à offrir un soutien accru et personnalisé aux entrepreneurs en difficulté

N° 712

[Consulter le PDF](#)

BIBLIOGRAPHIE

Dictionnaire du vocabulaire juridique 2025

N° 713

[Consulter le PDF](#)

BIBLIOGRAPHIE

Traité sur l'Union européenne 2024/25

N° 714

[Consulter le PDF](#)

DONNÉES CHIFFRÉES

Baromètre France Num 2024 : Perception et usages du numérique par les TPE et PME

N° 715

[Consulter le PDF](#)

Actualités

AFFAIRES | CONCURRENCE

Pratiques restrictives de concurrence et pratiques anticoncurrentielles : une nouvelle brèche dans la distinction (loi SREN) !

N° 716 - Par Anne-Sophie CHONÉ-GRIMALDI

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONCURRENCE

[Abus de position dominante : le Tribunal confirme l'amende infligée à Qualcomm](#)

N° 717

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

[Difficultés des TPE et PME : la Cour des comptes préconise une détection plus rapide et un traitement plus coordonné](#)

N° 718

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | INFRACTION ÉCONOMIQUE

[BC-FT : l'ACPR se conforme aux nouvelles orientations de l'ABE](#)

N° 719

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | INFRACTION ÉCONOMIQUE

[Contrôle de proportionnalité : quand une injonction ordonnée dans le cadre du dispositif LCB-FT justifie que le droit au procès équitable soit limité](#)

N° 720

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROCÉDURE

[Irrecevabilité des demandes pour non-respect d'une clause contractuelle imposant une conciliation obligatoire avant toute action judiciaire](#)

N° 721

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROCÉDURE

[Conditions de recevabilité de la tierce opposition d'un associé contre une décision condamnant la société](#)

N° 722

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROTECTION DU CONSOMMATEUR

[Le recours à un médiateur de la consommation obligatoire dans les contrats de vente conclus hors établissement](#)

N° 723

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

[Le tribunal judiciaire de Paris se dote d'une chambre de la régulation sociale, économique et environnementale](#)

N° 724

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

[La qualité d'actionnaire subordonnée à l'inscription comptable](#)

N° 725

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

[Fusion-absorption en cours d'instance : irrecevabilité de la fin de non-recevoir tirée de la disparition du droit à agir de l'absorbée](#)

N° 726

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

[L'ordre de mouvement constatant la cession de valeurs mobilières n'est pas soumis à](#)

des conditions de forme particulières

N° 727

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

Exclusion du calcul des parts au capital des OCA non converties émises par les pharmacies

N° 728

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

Cession de parts sociales et réticence dolosive : le cédant tenu d'informer le cessionnaire sur la situation financière de la société

N° 729

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

Précisions sur la nullité d'une assemblée générale en présence d'un associé protégé et sur la nullité d'une cession de parts sociales en cas de fraude

N° 730

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | ACCIDENT DU TRAVAIL ET MALADIE PROFESSIONNELLE

Accidents du travail et inaptitude : importance du lien de causalité et de la connaissance de l'employeur

N° 731

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | PROTECTION SOCIALE

Délai de réponse aux questionnaires de la CPAM : une absence d'information sans conséquence

N° 732

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | PROTECTION SOCIALE

Prescription en cas de demande d'indemnisation complémentaire à la suite d'une faute inexcusable

N° 733

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | FISCALITÉ DES ENTREPRISES

Aides d'État : la CJUE précise les critères d'évaluation de la sélectivité des mesures fiscales

N° 734

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | FISCALITÉ DES ENTREPRISES

Associés de SEL : nouvelle obligation déclarative en 2025

N° 735

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | FISCALITÉ DES PARTICULIERS

Les plus-values sur titres à l'épreuve du PEPS

N° 736

[Consulter le PDF](#)



AFFAIRES | AARPI

[Retour sur l'AARPI, groupement spécifique à la profession d'avocat](#)

N° 1276 - Par Bastien BRIGNON

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ CIVILE IMMOBILIÈRE

[De la mise à disposition gratuite d'un bien immeuble appartenant à une SCI](#)

N° 1277 - Par Cédric LATIL

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ ANONYME

[Cautionnement consenti au nom d'une société anonyme : le président du directoire ne peut décider seul](#)

N° 1278 - Par Elsa GUÉGAN

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | DROIT DES AFFAIRES

[SOCIÉTÉ - Cession de droits sociaux - Nullité de la cession \(non\) - Absence de dol du cédant - Baisse importante du chiffre d'affaires - Preuve non rapportée de la connaissance par les cédants de la baisse au moment de la cession - Mention du caractère inférieur des capitaux propres au capital social dans la garantie de passif](#)

N° 1279

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | DROIT DES AFFAIRES

[SOCIÉTÉ - Société anonyme - Directeur général délégué - Révocation - Juste motif - Mise en examen pour des faits de favoritisme](#)

N° 1280

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CAUTIONNEMENT

[La durée du cautionnement de dettes présentes : entre précision inutile et qualification incertaine](#)

N° 1281 - Par Jean-Denis PELLIER

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARCHÉ FINANCIER

[Le conseiller en investissement financier qui fournit le service de réception et de transmission d'un ordre pour le compte de tiers est débiteur d'une obligation de conseil](#)

N° 1282 - Par Emmanuelle BOURETZ

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

[Entre innovation et protection, les interactions complexes entre l'intelligence artificielle et la propriété intellectuelle](#)

N° 1283 - Par Bertrand CASSAR

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | TRAVAIL

[Droit du travail](#)

N° 1284 - Par Bernard TEYSSIÉ , Bernard BOSSU , Lydie DAUXERRE , Emeric JEANSEN et Yannick PAGNERRE

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS

[Précisions sur la licéité des conventions de management fees en matière d'acte anormal](#)

de gestion

N° 1285 - Par Nicolas NEZONDET

[Consulter le PDF](#)

BULLETIN JOLY SOCIÉTÉS

ACTUALITÉ DU DROIT DES SOCIÉTÉS

À LA UNE

DROIT COMMUN

L'abus de l'état de dépendance et la cession de droits sociaux → PAGE 5

Antoine TADROS

SOCIÉTÉS PAR ACTIONS

Devoir de vigilance : de la procédure au fond ! → PAGE 10

Edmond SCHLUMBERGER

SOCIÉTÉS DE PERSONNES ET AUTRES GROUPEMENTS

Évaluation des droits et qualité d'un associé exclu :
prescription interrompue → PAGE 17

Jean-François BARBIÉRI

DOCTRINE

La SAS a trente ans → PAGE 33

Alain COURET

SOMMAIRE

ÉCLAIRAGE

- BJS203i9 • **La SAS, première société en France** 3
Pierre-Louis PÉRIN

DROIT COMMUN

- BJS203g0 • **L'abus de l'état de dépendance et la cession de droits sociaux** 5
Antoine TADROS – Cass. com., 10 juill. 2024, n° 22-21947, FS-B
- BJS203j0 • **Dissolution : quand la méésentente se retourne contre celui qui l'invoque** 7
Thibaut DUCHESNE – CA Paris, 5-9, 27 juin 2024, n° 23/12687

SOCIÉTÉS PAR ACTIONS

- BJS203i6 • **Devoir de vigilance : de la procédure au fond !** 10
Edmond SCHLUMBERGER – CA Paris, 5-12, 18 juin 2024, n° 21/22319, EDF – CA Paris, 5-12, 18 juin 2024, n° 23/14348, TotalEnergies – CA Paris, 5-12, 18 juin 2024, n° 23/10583, Suez
- BJS203j1 • **Le forfait social sur les dividendes versés à un dirigeant assuré social dans un autre État de l'UE** 14
Francis KESSLER – Cass. 2^e civ., 6 juin 2024, n° 21-23396, F-B

SOCIÉTÉS DE PERSONNES ET AUTRES GROUPEMENTS

- BJS203i7 • **Évaluation des droits et qualité d'un associé exclu : prescription interrompue** 17
Jean-François BARBIÈRI – Cass. com., 10 juill. 2024, n° 22-24794, F-B
- BJS203i5 • **Leçon de combinaison des règles applicables en cas de transformation d'une SARL en SA** 20
Nadège JULLIAN – Cass. com., 19 juin 2024, n° 22-19624, F-B
- BJS203g1 • **Rejet de l'action sociale *ut singuli* à l'encontre du dirigeant d'association, sauf clause contraire** 23
Jean-François HAMELIN – Cass. 3^e civ., 20 juin 2024, n° 23-10571, FS-B
- BJS203f5 • **Ruptures en cascade : la relativité de l'autonomie des mandats sociaux et du contrat de travail** 26
Julia HEINICH – CA Paris, 5-8, 4 juin 2024, n° 22/07491

FUSIONS ACQUISITIONS

- BJS203j2 • **L'extension du domaine de la transmission de la responsabilité pénale de l'absorbée à l'absorbante** 29
Alain COURET – Cass. crim., 22 mai 2024, n° 23-83180, FS-B

DOCTRINE

- BJS203i4 • **La SAS a trente ans** 33
Alain COURET

À la une

L'audience de règlement amiable : mode d'emploi de Valence à Paris

étude par Anabelle MELKA et Fabrice VERT

Applicable aux instances introduites depuis le 1^{er} novembre 2023, l'ARA connaît un succès croissant. Les tribunaux judiciaires de Paris et de Valence se sont particulièrement investis dans son développement, avec des pratiques à la fois similaires et différentes.



© Sebastian_AdobeStock

Actualité

Justice : Éric Dupond-Moretti demande à Didier Migaud de ne pas trahir sa loi de programmation

focus

Jurisprudence

Pénalisation de l'achat d'actes sexuels : pas de condamnation de la CEDH pour la France

note par Solène GALLUT
sous CEDH, 25 juill. 2024

Variations sur le point de départ de la prescription

note par Romain BOFFA
sous Cass. ch. mixte, 19 juill. 2024 (2 arrêts)

Gazette Spécialisée

DROIT DES ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ

SOUS LA RESPONSABILITÉ SCIENTIFIQUE DE

- **Thierry MONTÉРАН**

Avocat au barreau de Paris, UGGC Avocats

- **Patrick ROSSI**

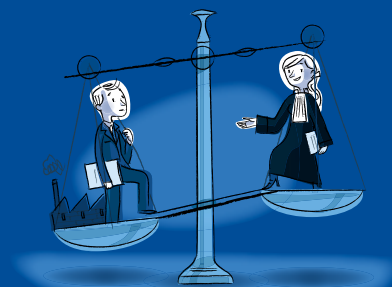
Magistrat honoraire exerçant des fonctions juridictionnelles

- **Marine SIMONNOT**

Avocate au barreau de Paris, UGGC Avocats

AVEC LA PARTICIPATION DE

Stephen ALMASEANU, Michel DI MARTINO, Marjorie EECKHOUDT, Sarah FARHI, Christine GAILHBAUD, Giulio Cesare GIORGINI, Thibault GOUJON-BETHAN, Fabien KENDÉRIAN, Christine LABEL, Emmanuelle SCHOLL, Georges TEBOUL, Michael TOTA et Jean-Luc VALLENS



Gazette du Palais

Édité par Lextenso

1, Parvis de La Défense
92044 Paris – La Défense (CEDEX)

Directrice générale, Directrice de la publication :

Emmanuelle Filiberti

Présidente du Conseil scientifique :

Marie Burguburu Charvet

Rédactrice en chef : Laurence Garnerie

Coordinatrice de la Gazette spécialisée : Marie Rajchenbach

Rédacteurs : Catherine Berlaud, Nathalie Finck

et Samuel Seroc

Responsable scientifique : Pauline Le Monnier de Gouville

Secrétaire de rédaction : Elsa Boulinguez

Rédaction :

Tél. : 01 40 93 40 00

Courriel : redactiongp@lextenso.fr

Abonnements :

Tél. : 01 40 93 40 40

Courriel : relationsclients@lextenso.fr

Publicité : julien.combaud@lextenso.fr

Tél. : 01 40 93 40 68

Tarifs 2024

• Prix TTC au n° : 20 €

+ frais de port

• Abonnement France (un an) :

Journal seul : 591,16 € TTC

Recueils + table seuls : 576,87 € TTC

Journal, recueil + table : 795,36 €

Abonnement feuilletable numérique : 254,23 € TTC

• Abonnement étranger (un an) :

Journal seul : 669 €

Journal, recueil + table : 892 €

Abonnement feuilletable numérique : 249 €

Internet : gazette-du-palais.fr

Twitter : @LextensoAvocat

Commission paritaire n° 0528 T 83097

ISSN 0242-6331

Dépôt légal à parution

Imprimé par Duplprint Mayenne, 733, rue Saint Léonard,

53101 Mayenne CEDEX

sur des papiers produits en Italie (couverture, 0% de fibres

recyclées) et en Allemagne (intérieur, 100% de fibres recyclées),

issus de forêts gérées durablement ;

impact gaz à effet de serre

pour un exemplaire : 708 g éq. CO₂



Illustration de la Gazette spécialisée sur la couverture :
Fanny Dallé-Asté / Da-fanny

Toute reproduction, même partielle, est interdite,
sauf exceptions prévues par la loi.

Projets d'articles : les manuscrits doivent être adressés par
courriel en format word à redactiongp@lextenso.fr
et comporter 15 000 caractères maximum (notes de bas
de page et espaces compris).

La rédaction n'est pas responsable des manuscrits
communiqués.

La Gazette du Palais peut désormais être citée de la façon
suivante : GPL 7 déc. 2023, n° GPL430b0.

Le numéro de type GPL430b0 est un numéro d'identifiant
unique permettant de retrouver directement l'article
via un moteur de recherche ou sur www.labase-lextenso.fr

Actualité

GPL468h1 ■ Justice : Éric Dupond-Moretti demande à Didier Migaud
de ne pas trahir sa loi de programmation 3

GPL468f5 ■ L'IA générative, invitée d'honneur de la Grande rentrée
des avocats 5

GPL468c6 ■ « Mon rôle est d'être la courroie de transmission la plus
solide possible entre le ministère de la Justice et la juridiction »
entretien avec Stéphanie KRETOWICZ 7

Technique

GPL468f4 ■ Fiscalité de la location meublée de tourisme
étude par Hervé ZAPF 9

Doctrine

GPL468e7 ■ L'audience de règlement amiable : mode d'emploi
de Valence à Paris
étude par Anabelle MELKA et Fabrice VERT 13

Jurisprudence


GPL467z6 ■ Pénalisation de l'achat d'actes sexuels : pas de condamnation
de la CEDH pour la France
note par Solène GALLUT sous CEDH, 25 juill. 2024 17

GPL468e2 ■ Variations sur le point de départ de la prescription
note par Romain BOFFA sous Cass. ch. mixte, 19 juill. 2024 (2 arrêts) 20

GPL467w9 ■ Panorama de jurisprudence de la Cour de cassation
par Catherine BERLAUD 23

GPL467k3 ■ Panorama de jurisprudence du Conseil d'État
par Nathalie FINCK et Samuel SEROC 27

GPL467o6 ■ Chronique de jurisprudence du droit du surendettement
par Eva MOUIAL-BASSILANA <https://lext.so/GPL467o6> 

GPL466h8 ■ **NOUVEAU** - Panorama de jurisprudence de la cour
d'appel de Paris
sous la coordination scientifique de Cécile CHAINAIS et Sylvain JOBERT
<https://lext.so/GPL466h8> 

Aux marches du Palais

Portrait

GPL468e4 ■ Patrick Mouchet, bâtonnier du barreau de Rouen 30

Gazette Spécialisée

DROIT DES ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ 31

Sous la responsabilité scientifique de

Thierry MONTÉRAN, Patrick ROSSI et Marine SIMONNOT

DOCTRINE P. 19

ENTREPRISE

Après le BRS, le BRSA : notaires, à vos plumes !

par *Frédéric Roussel*

ACTUALITÉS P. 5

PERSONNES / FAMILLE

Conditions du partage unique de plusieurs indivisions

RURAL

Conditions de l'association d'un membre de la famille au bail rural

PROFESSIONS

Le droit local célébré : retour sur un siècle de modernité au cœur de l'Europe

PROFESSIONS

M^e Pierre Tarrade, un nouveau Président pour la Chambre des notaires de Paris

DOCTRINE P. 25

PERSONNES / FAMILLE

Pour une vocation successorale de souche : l'histoire d'un vœu de congrès ne s'écrit qu'au futur...

par *Marjorie Grand*

CHRONIQUES P. 35

IMMOBILIER

Copropriété et ensembles immobiliers complexes

par *Julien Laurent, Marie-Anne Le Floch, Alban Gratadeix* et *Louis-Antoine Poletti*



ACTUALITÉS P. 5

À LA UNE

DEF221t6 ■ Conditions du partage unique de plusieurs indivisions

ACTES COURANTS - IMMOBILIER

DEF221t0 ■ Précisions relatives au prêt avant mutation à taux zéro

ACTES COURANTS - IMMOBILIER

DEF221t1 ■ Portée de l'opposition du syndicat des propriétaires sur le prix de vente

ENTREPRISE

DEF221t2 ■ Appréciation de la réalité du vice du consentement tiré de l'abus de l'état de dépendance des cédants à l'égard du cessionnaire

FAMILLE - PATRIMOINE

DEF221t3 ■ Filiation par possession d'état : bien-fondé de l'absence de recours contre l'acte de notoriété

RURAL

DEF221t4 ■ Conditions de l'association d'un membre de la famille au bail rural

ÉCHOS PRO

DEF221t4 ■ Le droit local célébré : retour sur un siècle de modernité au cœur de l'Europe

ÉCHOS PRO

DEF221s5 ■ M^e Pierre Tarrade, un nouveau Président pour la Chambre des notaires de Paris

DOCTRINE P. 19

DEF221o4 ■ Après le BRS, le BRSA : notaires, à vos plumes !
par **Frédéric Roussel**

DEF221c3 ■ Pour une vocation successorale de souche : l'histoire d'un vœu de congrès ne s'écrit qu'au futur...
par **Marjorie Grand**

CHRONIQUES P. 35

DEF221s4 ■ Copropriété et ensembles immobiliers complexes
par **Julien Laurent, Marie-Anne Le Floch, Alban Gratadeix** et **Louis-Antoine Poletti**

VIE PRO P. 42

OFFRES ET DEMANDES P. 45

INDICES P. 48

DOCTRINE P. 16

IMMOBILIER

Modalités d'application du droit de préemption pour l'adaptation des territoires au recul du trait de côte

par Arnaud Walravens**ACTUALITÉS** P. 5

PROFESSIONS

Autorisation judiciaire permettant au notaire de s'affranchir du secret professionnel et principe du contradictoire

IMMOBILIER

Location de courte durée sans autorisation : pas de condamnation *in solidum* du propriétaire et du locataire

RURAL

Effet de l'autorisation de céder le bail sur le congé pour atteinte de l'âge de la retraite

PRATIQUE P. 11

IMMOBILIER

Le financement des travaux de rénovation des copropriétés par l'emprunt

par Benjamin Naudin**CHRONIQUES** P. 20

IMMOBILIER

Sûretés immobilières

par Michel Grimaldi
et Charles Gijsbers

ACTUALITÉS P. 5

À LA UNE

DEF221y1 ■ Autorisation judiciaire permettant au notaire de s'affranchir du secret professionnel et principe du contradictoire

ACTES COURANTS - IMMOBILIER

DEF221x7 ■ Location de courte durée sans autorisation : pas de condamnation *in solidum* du propriétaire et du locataire

ENTREPRISE

DEF221x8 ■ La liquidation judiciaire n'a plus pour effet d'entraîner la clôture du compte courant du débiteur

RURAL

DEF221x9 ■ Effet de l'autorisation de céder le bail sur le congé pour atteinte de l'âge de la retraite

PRATIQUE P. 11

QUESTIONS-RÉPONSES

DEF220n0 ■ Le financement des travaux de rénovation des copropriétés par l'emprunt par **Benjamin Naudin**

DOCTRINE P. 16

DEF221q4 ■ Modalités d'application du droit de préemption pour l'adaptation des territoires au recul du trait de côte par **Arnaud Walravens**

CHRONIQUES P. 20

DEF221w6 ■ Sûretés immobilières par **Michel Grimaldi** et **Charles Gijbers**

VIE PRO P. 28

OFFRES ET DEMANDES P. 31

INDICES P. 36